Suisse : la croissance est repartie

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **- (1995)**

Heft 70

PDF erstellt am: **29.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-847862

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Suisse : la croissance est repartie

Il y a un an, le Crédit Suisse estimait que l'économie suisse avait surmonté la récession, mais que le chemin de la croissance serait cahoteux. L'évolution de la situation lui a jusqu'ici donné raison.

Demande étrangère en point de mire

☛ C'est l'industrie exportatrice, compétitive au niveau international, qui a soutenu l'économie suisse. En 1993, les exportations ont progressé de plus de 1% en termes réels, préservant ainsi l'ensemble de l'économie d'un effondrement majeur. A noter particulièrement le fort accroissement des exportations de marchandises vers les pays extra-européens; dans les pays en expansion rapide de l'Asie du Sud et de l'Est, elles ont augmenté de 16% en valeur; aux Etats-Unis, pays favorisé par la conjoncture, la progression a été de 6%, alors qu'elle était de 10% - à partir d'un niveau de départ très bas, toutefois - dans les pays d'Europe centrale et orientale.

L'évolution positive dans les pays non européens s'est maintenue durant les sept premiers mois de cette année. Parallèlement, les exportations vers les pays partenaires de l'Europe se sont légèrement redressés. Notre industrie exportatrice a ainsi prouvé sa flexibilité et sa capacité à détecter de nouveaux créneaux. D'où l'importance de créer les conditions qui permettront à ce pilier essentiel de l'économie suisse de s'imposer face à la concurrence internationale: par exemple en adaptant nos normes aux standards internationaux ou à ceux de l'EEE, en menant des négociations bilatérales réalistes et ciblées avec l'Union européenne dans les domaines de la recherche, de l'emploi et des transports, et en ratifiant sans délai les accords du Cycle de l'Uruguay.

Alors que, pendant la majeure partie de 1993, le commerce extérieur et l'activité intérieure avaient évolué de manière divergente, les impulsions se sont multipliées en faveur de cette dernière vers la fin de l'année. Les investissements d'équipement des entreprises ont notamment gagné du terrain; la construction et la consommation des ménages ont elles aussi progressé. Le premier semestre 1994 a été marqué par une croissance étonnamment forte. La question est maintenant la suivante: la croissance des derniers mois peut-elle continuer sur sa lancée, voire s'accélérer?

Il ressort de notre analyse de la conjoncture internationale que la croissance mondiale continuera à être tirée par les investissements dans les années à venir. Or, l'industrie exportatrice suisse détient des parts de marché appréciables dans le secteur des biens d'équipement. Selon une étude récemment publiée par le Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPFZ, elle a surtout accru sa compétitivité grâce à l'évolution favorable des coûts salariaux unitaires.

Ajoutons que l'Europe sera un des moteurs de la croissance mondiale, ce dont profite un pays qui, malgré la redistribution des parts de marché en faveur d'autres régions, écoule encore près des deux tiers de ses marchandises dans les pays de l'Union européenne et de l'AELE. Le cours du franc suisse ne devrait pas être un obstacle à la croissance, dans la mesure où il se maintient à l'intérieur des marges de fluctuation de ces derniers mois par rapport aux autres monnaies européennes - une évolution probable dans la perspective actuelle. Nos études montrent en outre que, pour la plupart des industries, les taux de croissance des principaux partenaires commerciaux jouent un rôle nettement plus important que le cours de change. On notera encore qu'une monnaie relativement forte exerce une pression à la baisse sur les prix à l'importation. Compte tenu de l'ampleur des importations suisses d'énergie, de matières premières et de produits semi-finis, il s'agit là d'un avantage substantiel. Les prix à l'importation sont d'ailleurs en recul depuis l'automne 1992, tandis que les prix à l'exportation restent stables. Les termes réels de l'échange se sont ainsi améliorés.

Par conséquent, nous prévoyons que les exportations de biens et de services progresseront, en termes réels, de 3,5%

en 1994 et d'environ 4% en 1995. Cette année aussi, nous tablons sur un excédent atypique de la balance commerciale, de l'ordre de 3 milliards de francs. A quelque 27 milliards, soit 7,5% du produit national, la balance des opérations courantes sera positive. Au premier semestre 1994, l'excédent s'est réduit de 1,6 milliard pour se chiffrer à 13,6 milliards de francs en raison de la baisse des revenus de capitaux induite par les taux d'intérêt. Mais le quatrième trimestre de l'année enregistre généralement un fort excédent.

Investissements: bénéficiaires du boom des biens d'équipement

Second moteur de la conjoncture, les investissements d'équipement des entreprises afficheront une croissance dynamique, cela pour les raisons suivantes:

- L'utilisation des capacités de l'industrie suisse s'est hissée d'un taux plancher de 79,4% au premier trimestre 1993 à 83,7%. Relevons particulièrement le taux de 85% dans l'industrie des machines et appareils. Les entreprises devraient donc bientôt recommencer à effectuer d'importants investissements d'expansion.
- Du fait de la baisse des taux, les entreprises placent de nouveau leurs liquidités dans les investissements réels.
- Le besoin de rationalisation reste élevé, étant donné que la tendance à la délocalisation de la production se poursuit dans le monde entier.

Selon nos estimations, les investissements d'équipement devraient enregistrer un accroissement de 5% cette année et de 4% l'année prochaine. Les chiffres correspondants pour la construction sont 2,7% et 2% respectivement.

Enfin, la consommation des ménages profitera de la baisse du taux de chômage officiel, de 4,6% en moyenne pour l'année en coursà 3,7% l'année prochaine. Durant les trois années de récession, le taux d'épargen des ménages avait grimpé à plus de 13% en raison de la brusque poussée du chômage en Suisse. Une évaluation plus favorable des perspectives sur le marché du travail et un sentiment de plus grande sécurité financière pourraient faire diminuer ce taux exceptionnellement élevé.

La croissance des dépôts d'épargne des banques s'est déjà ralentie par rapport à l'année précédente, passant de près de 25% à l'automne dernier à 13% actuellement. Un recul du taux d'épargne d'un point libérerait un potentiel de consommation de 2,5 milliards de francs. Pour le moment, la demande de biens de consommation durables, comme les voitures et les meubles, est particulièrement forte, étant donné le besoin de rattrapage après la récession. Nous prévoyons que la croissance réelle de la consommation des ménages s'inscrira à 1,5% en 1994 et à 1,7% en 1995. Dans l'ensemble, le produit national réel devrait s'accroître de 1,7% cette année, et même de 2,7% l'an prochain.

Signaux de la banque centrale

Sur cette toile de fond, la marge de manoeuvre pour de nouvelles baisses des taux est devenue très étroite en Suisse également. Il serait surprenant que les taux des euro-francs à trois mois tombent nettement au-dessous de la barre des 4%. La Banque Nationale Suisse pourrait signaler par sa politique monétaire qu'elle n'est pas disposée à financer des augmentations de salaires exagérées ni à accepter que l'introduction de la TVA enclenche une spirale prix/salaires et serve de prétexte à un renchérissement généralisé. De plus, les hommes politiques caressent déjà l'idée d'une hausse du taux de la TVA. On soulignera par ailleurs que nous ne faisons pas de grands progrès en matière de libéralisation des prix des services et de décartellisation de l'économie; le danger d'inflation interne n'est donc pas écarté. Enfin, il faut que la politique monétaire prenne en compte le climat conjoncturel plus favorable et limite le risque de taux «trop bas», et donc d'une mauvaise utilisation des ressources.

Vu le taux d'inflation actuel de 0,5%, il faut bien admettre que le taux d'intérêt réel est élevé, tant sur le marché monétaire que sur les marchés des capitaux. Mais il est plus judicieux de calculer le taux d'intérêt réel en soustrayant le taux d'inflation escompté du taux nominal. Nous devons partir du principe que l'inflation atteindra 2,6% en moyenne en 1995 et frôlera même le seuil des 3% pendant les mois d'été. Les raisons en sont, outre l'introduction de la TVA, dont la répercussion ne devrait pas poser de trop gros problèmes étant donné l'environnement conjoncturel, l'augmentation des prix et des taxes administrés ainsi que l'accroissement de la demande. Si on tient compte de ces facteurs, les taux d'intérêt réels à long terme n'ont rien d'excessif. D'autant plus qu'une hausse des rendements réels semble se profiler de nouveau au niveau mondial.

En Suisse, la baisse des rendements sur les marchés des capitaux est également limitée dans la mesure où les perspectives d'assainissement rapide des finances publiques ne sont pas favorables. tant que les hommes politiques ne s'accorderont pas sur des compressions budgétaires efficaces, et que les décisions du Parlement ne seront pas à l'abri de référendums, les taux du marché des capitaux incluront une certaine prime de risque. Il est peu probable que le rendement moyen des obligations de la Confédération descende pour longtemps bien au-dessous de 5%. Au contraire, il ne devrait plus baisser que faiblement et pourrait dépasser en 1995 son niveau de l'été 1994.

Des taux nettement plus bas qu'aujourd'hui ne se manifesteraient que:

- si la conjoncture se détériorait brusquement,
- si le taux d'inflation restait, contre toute attente, en deçà de 2%,
- si le franc suisse se raffermissait sensiblement,
- et si les taux d'intérêt baissaient notablement à l'échelle mondiale.

Le niveau prévu pour les taux est supportable pour l'économie suise, d'autant plus qu'il y a de bonnes chances pour que la structure des taux d'intérêt ne s'inverse plus de sitôt. Cela signifie que les rendements du marché des capitaux seront supérieurs aux taux d'intérêt à court terme.

Grâce au dynamisme de l'économie mondiale, 1996 sera également une bonne année conjoncturelle pour les Suisses. Nous tablons sur une croissance réelle de quelque 2,5%. Une perspective qui ne dispense pas de faire le ménage chez soi.

In Bulletin du Crédit Suisse, sept-oct 1994